

Saint-Boniface, le 9 août, 2004

Monsieur Guy Coulombe, président
Commission d'étude sur la gestion de la forêt
publique québécoise
800, Place d'Youville, 18^e étage
Québec (Québec) G1R 3P4

Objet : Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise

Les inquiétudes de la population concernant la gestion des forêts ne datent pas de « L'erreur boréale ». Pour s'en rendre compte, il faut lire « Un patrimoine en péril » de Donald MacKay, publié en 1985. Permettez-moi de rappeler quelques-uns des propos cités par M. MacKay et M. Marcel Lortie, qui a écrit la préface de ce livre.

« En gros, le problème forestier au Québec est le même qu'ailleurs au Canada. La récolte de la forêt mûre se poursuit sans que la forêt en croissance ne soit à la hauteur des espérances. Les bois de la forêt mûre deviennent économiquement inaccessibles et le volume des récoltes ne peut être augmenté substantiellement parce qu'on ne s'est pas suffisamment préoccupé de remettre en production ou de faire produire la jeune forêt à un rythme approprié aux besoins futurs. » Préface XII (Marcel Lortie)

« Les temps généreux et faciles du bois abondant et bon marché sont finis pour le Canada. Nous qui avons disputé nos arbres au feu et aux insectes comme la tordeuse, nous nous sommes comportés en prédateurs de la forêt. Il nous faut apprendre aujourd'hui à devenir un maillon efficace et responsable de son écologie en découvrant son potentiel biologique et en respectant les limites écologiques.

L'économie classique s'intéresse en grande partie à l'expansion, à la croissance et à la maximisation du rendement du capital investi⁵ », fait K.P. Kimmins, écologiste forestier à l'université de Colombie-Britannique. À l'exemple de bien des spécialistes de la forêt, Kimmins est persuadé que l'intérêt public doit atteindre un point tel que les Canadiens soient disposés à mettre le prix qu'il faudra pour asseoir la foresterie sur une

base solide, y compris la sylviculture intensive qui est à la culture des arbres ce qu'est l'agriculture à la culture des champs. » Page 8.

*« Quand le ministre des Finances Alexander Galt eut dénoncé « la folle dilapidation d'une des plus grandes sources de richesse des provinces », un comité choisi à l'Assemblée législative du Canada reçut, en **1863**, mandat « d'enquêter sur la destruction rapide des forêts et les moyens à adopter pour l'empêcher.... Ce comité s'évapora dans l'agitation qui précéda la Confédération, la responsabilité des forêts passant alors, ainsi que les recettes qu'on en tirait, à chaque province...*

Exaspéré de voir sans cesse avorter les tentatives de rajeunissement des forêts, le dernier commissaire des terres de la Couronne pour le Haut et le Bas-Canada, Alexander Campbell, réclama le système de révolution des récoltes dit du rendement soutenu, qui garantit le retour perpétuel de la forêt. Ce type d'aménagement avait été inauguré en Suède et en Allemagne mais pour le Canada, Campbell était en avance d'un siècle sur son temps et notre pays opta, de fait, pour l'exploitation abusive et non pour l'aménagement, laissant ainsi échapper la première d'une longue suite d'occasions. On peut se demander dans quel état seraient aujourd'hui nos forêts épuisées, et entre autre nos pinèdes, si l'on avait suivi les conseils de Campbell. » Page 29.

« Il y avait des décennies que des trains de pin descendaient l'Outaouais, ce qui poussa un jour Macdonald, qui demeurait au bord de la rivière, à écrire au premier ministre de l'Ontario : « La vue des immenses masses de bois qui passent tous les matins devant mes fenêtres me donne à penser qu'il est absolument nécessaire de se pencher sur l'avenir de ce commerce. Nous détruisons sans pitié les arbres du Canada et il n'est guère possible de les remplacer. » Il essaya de faire mettre en œuvre, par le Québec et l'Ontario, des moyens de les préserver, mais en vain. » Page 30.

« L'inquiétude se répandait dans le monde des affaires. Capitaine au service d'une compagnie de navigation de Halifax, N.W. Beckwith écrivit en ces termes au Canadian Monthly en juin 1872 : « Nous gaspillons nos forêts par manie, par vilenie, par bêtise, à une allure qui nous conduira bientôt à la faillite en cet élément de notre prospérité (...) Détruire une forêt parce que nous voulons du bois, c'est étouffer toutes les abeilles d'une ruche parce que nous voulons du miel. » Page 31.

« À parler franc, pour ce qui est de nous débarrasser des forêts, nos efforts nous placent sur les talons des États-Unis et justifient pleinement ce journal de Glasgow qui faisait remarquer : « Le Canada et les États-

Unis sont en train de scier sous eux la branche immense et lucrative du haut de laquelle, tels des conquérants, ils contemplent le monde. » Je n'oserais vous décrire les conséquences qu'aurait la rupture de stocks mais comme aucun pays civilisé ne pourrait se passer de bois, nous devrions faire tout en notre pouvoir, non seulement pour protéger nos forêts actuelles, mais pour en créer de nouvelles. » Page 36

« A.T. Drummond, de Montréal lui aussi, déclara à l'auditoire : « Les hommes sont égoïstes et ne savent pas s'imposer d'efforts et de dépenses pour ce qui ne leur promet pas de résultats immédiats et dont ils ne récolteront pas eux-mêmes les fruits¹. » Les marchands avaient coutume de voir dans le bois une de ces denrées qu'on n'extrayait qu'une fois d'un même lieu. Couper et s'en aller ailleurs, telle était leur devise. Le temps que met un pin ou une épinette à atteindre la maturité – près d'un siècle – leur semblait un motif suffisant pour ne rien faire. Pour la plupart, ils ne comptaient pas sur le renouvellement naturel des pins, que de toute façon ne repousseraient pas assez vite pour être récoltés de leur vivant. » Page 37.

« Lotbinière avait lu dans leurs manuscrits que les gouverneurs français reconnaissaient déjà sans équivoque deux siècles plus tôt le danger couru par les forêts, mais dans quel état ces forêts se trouvaient-elles maintenant? « Depuis les débuts du siècle, disait-il, nous (en) avons en très peu de temps exigé un rendement excessif (...) en y prélevant les plus beaux pins, nous les avons gravement appauvries et qui pis est, nous avons appauvri le pays aussi. L'homme est partout pareil, il n'accorde jamais beaucoup de valeur aux dons gratuits de la Providence et les méprise en proportion de leur abondance (...) Ce qu'on croyait inépuisable s'épuise pourtant et c'est alors que ces dons prennent toute leur valeur, c'est alors que nous devons payer le prix de la leçon. » Page 40.

*« Ellwood Wilson au service de la Laurentide Paper Company de Grand-Mère, en 1905 :
« J'ai toujours trouvé que l'exploitation forestière se faisait au jour le jour, déclara-t-il. Avec gaspillage, par des méthodes empiriques et dans un état d'esprit conservateur (...) et quand la forêt, exploitée, avait disparu d'un secteur, les exploitants s'en allaient dans un autre. Ma première incursion dans les bois du Québec m'a montré que le Canada mettait toujours le même entrain qu'autrefois à tuer la poule aux œufs d'or². » Page 67.*

« Dès les débuts de sa carrière, Clifton D. Howe s'était employé à montrer à quel point il était futile d'espérer que la nature, sans aide, ramène toujours les essences mêmes que nous avons coupées.

Sur une placette d'échantillon de 97 acres de forêt coupée au Québec, Howe découvrit qu'en effet, un tiers seulement de la forêt initiale voyait repousser des essences commercialisables. Là où l'on avait coupé en moyenne 26 épinettes par acre, il n'y en avait plus que sept. La broussaille et les feuillus médiocres et inutilisables envahissaient les placettes. » Page 71.

« Déçus que les Canadiens n'aient rien appris des erreurs commises dans d'autres pays, Fernow reconnut à regret dans son History of Forestry que la foresterie était « un art né de la nécessité »; elle ne faisait son apparition que quand les réserves de matière ligneuse commençaient à disparaître au vu de tous un chacun. « Nous nous sommes lancés sur la route de l'épuisement de nos ressources, fit-il, en dilapidant notre capital au lieu de vivre des intérêts de nos forêts, bien aménagées, pourraient nous assurer pour toujours. » Le Gouvernement et l'industrie devraient, disait-il, envisager de mettre le bois à de nouveaux usages « puisqu'il nous entoure de toutes parts du berceau à la tombe ». Page 82.

« Nous continuons à traiter nos forêts comme si elles étaient inépuisables et même si les exploitants doivent chaque année s'écarter davantage de nos principaux cours d'eaux, nous n'avons encore rien fait pour conserver ce qui nous reste. » Ainsi s'exprimait en public à Québec, en 1862, le négociant en bois John Langton, de l'Ontario. Soixante ans plus tard, on entendait encore à peu près le même son de cloche : « Nous voyons toujours la forêt comme quelque chose qui se détruit nécessairement en cours d'utilisation, comme une mine et non une ressource renouvelable capable, avec des soins intelligents, de produire des récoltes successives », déclara le doyen Howe à l'université de Toronto. »

« À ses yeux, (Alexandre Koroleff, un des professionnels de la foresterie de formation européenne à nous remontrer, avant la Seconde Guerre mondiale, qu'il fallait régénérer nos forêts autant que les exploiter.) l'outil essentiel de cet art était la hache et non la bêche. « Faites pousser les arbres à la hache », disait-il. Bien exécutées, les coupes sont plus utiles que les plantations et à coup sûr moins chères, et en éclaircissant les arbres au bon moment, on peut tripler la récolte. « Selon le mode de coupe, c'est pratiquer là une opération chirurgicale qui peut être bénéfique ou catastrophique pour la forêt, expliquait-il. » Pages 91 – 92.

« Orchard, qui devait comparaître une bonne vingtaine de fois comme témoin devant la Commission, se fit le conseiller de Sloan^{**}. Il l'accompagna dans toute la province, visita les États-Unis et l'Est canadien, où l'absence de progrès lui causa bien des déceptions. « En 1944, j'avais vu dans les bureaux de l'Est de superbes plans d'aménagement mais n'avais pu constater trace de foresterie rationnelle dans les bois, relata-t-il. Un ingénieur forestier québécois influent et haut placé m'a même dit : « Ce que nous voulons d'abord et avant tout, c'est du bois à bon marché, nous ne nous occupons des autres intérêts que pour la forme. » En Ontario, on m'a affirmé que s'il fallait imposer l'aménagement avec rendement soutenu dans la région tribulaire du Saint-Laurent (...) on ne pourrait y couper un seul arbre dans les 30 prochaines années. » Page 106.

^{**} Le juge en chef Gordon McG. Sloan prit la tête de plusieurs commissions royales sur l'industrie forestière colombienne-britannique pendant les années 1940 ainsi que dans les années 1950. « Nous devons changer nos façons de penser et asseoir nos ressources forestières sur des bases plus éclairées », devait-il conclure.

« ... l'aménagement forestier n'en était qu'à ses premiers pas. Il reposait toujours tacitement sur – comme le disait Hearnden – « la liquidation méthodique de ces peuplements vierges dans le dessein de percevoir les droits de coupe, les taxes, les loyers et les amendes. » L'industrie comptait sur le progrès permanent des techniques de transformation pour compenser la raréfaction des approvisionnements. Ces techniques s'étaient plus améliorées pendant la guerre que les méthodes sylvicoles en un siècle. Quatre essences, épinette, sapin baumier, pin gris et pruche occidentale, fournissaient au Canada l'essentiel de son bois à pâte mais on pouvait espérer qu'avec les techniques voulues, presque toutes feraient un jour l'affaire, et même des feuillus comme le peuplier faux tremble, l'aune et l'érable. Certaines usines employaient déjà les copeaux des scieries et des fabriques de placages.

En vérité, dès cette époque, l'industrie pouvait se satisfaire d'une base de ressources de plus en plus faible tant la technologie avait progressé dans les usines et dans les bois. Les arbres abattus dans l'Est canadien dans les années 1850, par exemple, contenaient en moyenne plus de 400 pieds mesure de planche, alors qu'en 1970, cette moyenne se rapprochait plutôt de 70 et qui plus est, les entrepreneurs devaient transporter et traiter six fois plus d'arbres pour produire le même volume de bois de sciage. » Page 164.

« Même dans les régions moins fragiles, les polluants laissés par l'exploitation ont toujours risqué d'augmenter la température de l'eau et de nuire du même coup à la vie aquatique. Les défenseurs de la faune s'opposent aux vastes coupes rases en avançant qu'elles privent les

oiseaux de la moitié de leur domaine et un septième des mammifères de nourriture et d'habitat. Il est certain que ces coupes provoquent des perturbations parmi la sauvagine qui niche au sol, le canard malard et le canard noir, par exemple, et jettent l'anathème sur la mésange à tête noire qui fait son nid dans les creux et sur les écureuils qui font leur terrier dans les arbres. L'orignal refuse de s'aventurer dans les grandes coupes à blanc, préférant paître à leur lisière. Le chevreuil, par contre, les fréquente pour grignoter les tendres pousses des jeunes arbrisseaux et les jeunes plants pendant que le tétras sombre y fait si bien bombance qu'il abandonne l'endroit seulement quand le couvert forestier commence à se refermer après huit ou dix ans. » Page 184.

« Nous avons toujours cru qu'après une coupe rase, la régénération était bonne, déclare Louis-Jean Lussier, mais cette conviction nous venait des coupes effectuées il y a 30 ans à l'aide de chevaux et en hiver, quand la neige protégeait les jeunes arbres déjà établis. Je ne crois pas que la régénération soit satisfaisante maintenant que nous abattons les arbres en été et que nous utilisons un lourd outillage mécanique. D'après les inventaires réalisés au Québec, un quart des coupes rases se régénèrent mal. Nous éprouvons de graves difficultés et je crois qu'il faudrait revoir notre mode de régénération par coupes rases. Nous devrions en pratiquer encore sur de petites superficies et uniquement dans les meilleurs peuplements mixtes d'épinettes noires et de sapins baumiers mais à mon avis, nous en abstenir dans ceux d'épinettes noires de qualité moyenne ou médiocre. Quand nous passons outre, la régénération se fait attendre très longtemps. » Page 187 – 188.

« Au Canada, on parle de régénération comme on parle du temps », fit Kenneth Armson, alors à la faculté de foresterie de l'université de Toronto. « Nous en discutons, nous l'évaluons dans une certaine mesure d'après nos besoins immédiats ou notre situation mais en fin de compte, nous n'agissons pas beaucoup, souvent avec l'arrière pensée qu'un jour ou l'autre, tout ce qui pousse par hasard deviendra utilisable, alors pourquoi s'en faire? »

« D'un conférencier à l'autre, l'image devenait plus lugubre. « C'est la honte du Canada! » s'exclama Maurice Vézina, de Québec, président de l'Association forestière du Canada. « Ça ne peut plus continuer comme ça. » Page 189.

« Ce que j'avais essayé de faire, c'était de classer les provinces, le gouvernement fédéral et l'industrie selon qu'ils faisaient du bon travail dans tel domaine et non dans tel autre, bref, d'établir des distinctions, mais aiguillonné par Baskerville, j'ai bien dû y regarder une nouvelle fois

pour en conclure que presque personne n'avait droit à une bonne note en foresterie. À de rares exceptions près, il y avait eu de la négligence. L'industrie avait fait preuve d'un triste manque de vision, les provinces avaient décimé leurs ressources et Ottawa s'était lavé les mains de la plus grande richesse naturelle du Canada.

J'en ai donc conclu que la situation était pire que je ne l'avais prévu et que le seul moyen de faire impression était de l'exposer dans tous les détails les plus horribles. » Les Reed 1976. Page 198.

« Si vous travaillez dans l'industrie forestière et êtes âgé de moins de 40 ans, dit-il, vous risquez fort de connaître une crise avant votre retraite et de devoir quitter la ville où vous vivez pour aller trouver du travail dans un autre secteur. » Les Reed. Page 201.

« La raréfaction des réserves dans la région de la tête des Grands Lacs se manifesta soudain quand, peu avant de prendre une retraite anticipée après des années au service de l'État, George Marek de Beardmore se retrouva impliqué dans une dernière campagne sous la bannière du rendement soutenu. « Le rendement soutenu? Ricane-t-il. Il restera un mythe tant que nous n'aurons pas une idée juste, analytique et pratique de ce qui pousse au pays, tant que nous ne disposerons pas de bons inventaires et ne connaissons pas les taux d'accroissement. » Page 205.

« Dans toute l'histoire des forêts canadiennes, l'affaire MacAlpine ne figure peut-être pas au tout premier plan, mais elle montre bien que les fonctionnaires ne devraient pas avoir de secrets et que les forestiers de métier devraient être investis de plus grands pouvoirs et jouir d'un réel prestige professionnel.

« L'ingénieur forestier qui a du prestige et des appuis, fait Marek, peut toujours s'écrier : « Minute, les gars, ça n'ira pas comme ça, nous avons d'autres engagements. » Il faut transiger entre les profits actuels et l'avenir. » Page 206.

« L'obstacle le plus sérieux à l'aménagement reste qu'on considère toujours la forêt comme une ressource à exploiter jusqu'à épuisement, y disait Armson. C'est manifeste dans les opinions du public que préoccupent l'écrémage de la forêt par l'industrie ainsi que sa conservation et sa protection par le Gouvernement, mais non son aménagement. C'est manifeste dans les opinions des gens soucieux de préserver les forêts à des fins récréatives et esthétiques, autrement dit de réserver, de « consommer » de vastes régions à un seul usage, ce qui n'est encore qu'une forme d'exploitation, mais sans aménagement. C'est

manifeste dans les opinions des industriels préoccupés par les allocations de matière ligneuse qui alimenteront leurs usines aujourd'hui, demain et dans quelques années, mais non l'aménagement. Enfin, c'est manifeste dans les attitudes et les opinions des fonctionnaires et des politiciens pour qui la forêt peut faire l'objet d'une réglementation et d'une gestion, mais non d'un aménagement. »

« S'inspirant librement de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, Armson imagina des permis d'exploitation de 20 ans à tacite reconduction, susceptibles de prolongation pour cinq ans tous les cinq ans. Le Gouvernement paierait la préparation des sols, la plantation ou l'ensemencement, les soins culturaux et une partie de la voirie forestière. Les entreprises pourraient, à leurs frais, se livrer à d'autres travaux sylvicoles si elles le souhaitaient, avec l'assurance de bénéficier d'un rabais sur les redevances si ces opérations augmentaient si peu que ce soit l'accroissement ligneux. D'autre part, les concessionnaires devraient reboiser à leurs frais s'ils surexploitaient leur terrain. À échéance de la période de cinq ans, les compagnies seraient tenues de rendre compte du rapport entre leur récolte et l'accroissement afin qu'on puisse maintenir ces deux éléments en équilibre pour soutenir le rendement. » Page 215 – 217.

« C'était par comparaison seulement que le Québec, auquel son bois mûr suffirait dans les 35 ou 40 ans à venir, pouvait se targuer d'être en meilleure posture. La tordeuse avait infesté 85 000 kilomètres carrés, mais la réaction du public avait entravé la campagne de pulvérisations. La récolte avait augmenté de 30 p. 100 en 10 ans tandis que la base forestière s'amenuisait. Si les surplus de la rive Nord camouflaient les pénuries de la rive Sud et du Nord-Ouest, certaines scieries proches de la ville de Québec importaient déjà la moitié de leur bois mou aux États-Unis. » Page 254.

« Les hommes politiques, par contre, se heurtent à un dilemme de taille, celui de gérer une ressource qui met 30, 50, voire 60 ans (et parfois davantage) avant d'être exploitable tout en se souciant dans l'immédiat de leur réélection. Il leur est donc difficile de prendre au sérieux une rupture de stocks qui ne se produira que dans 20 ou 30 ans (...) Il est trop tentant pour eux de laisser aux gouvernements de demain le soin de trouver des solutions une fois la ressource épuisée. » Page 256.

VINGT ANS PLUS TARD...

- On s'interroge encore sur les modes de calcul de la possibilité forestière.
- On parle de plus en plus de réduire de façon sévère les volumes alloués aux différents détenteurs de CAAF, admettant ainsi, une surexploitation de la ressource.
- On a fini par reconnaître qu'une bonne partie des forêts ne se régénèrent pas adéquatement après coupe et entreprit de reboiser ces superficies aux frais des payeurs de taxe, bien entendu. Cette perte de productivité forestière accumulée depuis plusieurs décennies mettra combien d'années à s'estomper?
- On a dépensé des millions pour réaliser des travaux sylvicoles qui ne rapportent pas, se rend-on compte, les gains escomptés.
- Une bonne partie de l'industrie forestière s'est adaptée au bois de petit diamètre, ce qui lui permet de récolter des peuplements forestiers n'ayant pas atteint leur pleine maturité. La faune, en particulier celle dite de fin de cycle, n'a pas la capacité de s'adapter à de telles modifications de son habitat.
- La gestion des forêts ne prend pas encore en considération la protection des habitats fauniques des espèces exploitées comme l'orignal et les animaux à fourrure forestiers (martre d'Amérique, lynx du Canada, etc.). Les attentes des villégiateurs, des chasseurs, des pêcheurs et des trappeurs sont pourtant connues et exprimées clairement.
- Tout récemment, on a placé les responsables de la faune sous la même autorité que les gestionnaires de la forêt. L'avenir nous dira s'il s'agit là d'une décision visant à contrôler le discours « faune et habitat faunique » au profit de la production forestière.
- On a adopté un vocabulaire rassurant pour le public : biodiversité, développement durable, gestion intégrée des ressources, etc. On en parle beaucoup, mais on semble très réticent à mettre ces principes en application. Il nous faut espérer que le MRNFP n'a pas adopté la philosophie de l'ingénieur forestier du Québec, influent et haut placé, cité par M. MacKay, soit : « Produire du bois à bon marché et s'occuper des autres intérêts pour la forme » ??

Est-ce que la situation plutôt sombre décrite par Donald MacKay est aujourd'hui corrigée, ou tout au moins atténuée ? En d'autres mots, est-ce que la forêt est mieux gérée, mieux exploitée aujourd'hui ? La majorité des intéressés hésiterait certainement à dire oui. Les villégiateurs, les chasseurs, les pêcheurs et les trappeurs ont en tête trop de clichés de paysages dévastés par des coupes récentes, d'empilements laissés à pourrir le long des chemins, des ornières rendant difficile et même impossible la

circulation à pied dans les aires coupées, ornières il faut le dire, que l'on réussit à créer aujourd'hui, même sur des sols bien drainés, réduisant ainsi la superficie forestière productive.

Il y a donc aujourd'hui, des choix importants à faire en matière de gestion des forêts. Reste à espérer que ces choix ne soient pas dictés uniquement par les \$\$\$; et que les intérêts des soit disant propriétaires des forêts publiques, les Québécois, seront pris en considération.

Les attentes envers la Commission d'étude sur la gestion de la forêt québécoise sont très grandes.

Espérons que les recommandations de votre Commission ne s'ajouteront pas à la longue suite d'occasions manquées citées par Donald McKay (page 29 –« Un patrimoine en péril »).

Merci de votre bonne attention.

Jean-Claude Racine,
St-Boniface, (Québec) G0X 2L0